

## AFFIDAVIT

Je, soussigné, Sammy Forcillo, comptable, résidant et domicilié au [REDACTED], à Montréal, district de Montréal, province de Québec, affirme et déclare solennellement ce qui suit :

1. J'ai reçu signification, le 8 juillet 2015, de la part de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (la « **Commission** ») d'un Préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la Commission (le « **Préavis** ») m'indiquant que la Commission envisagerait de tirer dans son rapport certaines conclusions défavorables à mon endroit;
2. Suite à ce Préavis, j'ai fait parvenir, sous la signature de mon avocat, Me Claude-Armand Sheppard Ad. E., à Me Sonia Lebel, Procureure en chef de la Commission, une lettre en date du 24 juillet 2015 présentant un certain nombre d'observations sur le Préavis et son contenu;
3. En réponse à l'une de ces observations à l'effet que le Préavis était inadéquat, entre autres faute de précision et de références à la preuve reçue par la Commission, Me Simon Tremblay, Procureur en chef adjoint de la Commission, par lettres datées du 27 et du 28 juillet 2015, a fourni à mon procureur le nom des personnes dont la Commission jugeait les témoignages pertinents aux conclusions envisagées;
4. Sans admettre la suffisance ou la légalité du Préavis et sans renoncer à aucun de mes droits, et pour les raisons énoncées ci-après, je conteste le bienfondé des conclusions;
5. Avantages prétendument reçus. J'ai été invité en de rares occasions à assister avec de nombreuses autres personnes à des parties de hockey dans la loge de certains ingénieurs faisant affaires avec la Ville. Il s'agissait là de leur part de gestes de courtoisies et d'hospitalité communs à l'époque et qui n'étaient ni illégaux, ni interdits par des codes d'éthique. Ces invitations n'avaient aucun lien avec quelques actions ou décisions antérieures ou futures de ma part. Elles n'ont eu absolument aucun effet sur l'exercice de mes fonctions d' élu;
6. Rencontre avec Michel Lalonde et Frank Zampino. Je n'ai jamais organisé de rencontre pour Monsieur Michel Lalonde avec Monsieur Frank Zampino, ni en 2002, ni en 2003, ni en aucun autre temps. J'ai été présent lors d'une rencontre entre Monsieur Lalonde et Monsieur Zampino, et ceci à la demande de Monsieur Zampino qui souhaitait que je sois témoin des demandes de Monsieur Lalonde. Il appert que l'administration Bourque avait engagé la compagnie de Monsieur Lalonde, le Groupe Séguin, pour faire la conception des plans et devis du Tunnel Atwater au début de 2000. Le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement

(SITE) préparait une soumission sur invitation pour la surveillance des travaux de réfection du Tunnel Atwater. Cinq firmes d'ingénieurs étaient appelées sur invitation et Monsieur Lalonde souhaitait que le Groupe Séguin soit également invité. Lors de cette rencontre, je lui ai dit de communiquer avec le service responsable, ce qu'il aurait fait. Par Résolution CEO2 1113 du 3 juillet 2002, le Comité exécutif autorisait le lancement de l'appel d'offres et l'ajout du Groupe Séguin à la liste des entreprises invitées à soumissionner. Le 8 janvier 2003, par résolution CEO3 0008, le Comité exécutif octroyait un contrat de 721 040 00 \$ pour la surveillance et la coordination des travaux, non pas au Groupe Séguin, mais à CIMA+;

7. Comités de sélection. Je nie qu'en aucun moment au cours de mes sept mandats à la Ville de Montréal j'ai directement ou indirectement tenté d'exercer une quelconque influence sur aucun fonctionnaire ou employé faisant partie des comités de sélection ou dans le choix des membres de ces comités. Je n'ai non plus jamais exercé de pression sur le Directeur général. Je note que lors de son témoignage devant la Commission, le 11 mars 2013, Monsieur Claude Léger, ancien Directeur général de la Ville, après avoir mentionné mon nom, a immédiatement et à la ligne suivante corrigé ce lapsus (témoignage de Claude Léger, page 134, lignes 11 et 12);
8. Lien de proximité avec des entrepreneurs. Dans la mesure où je comprendrais ce que la Commission entend par des « liens de proximité avec les entrepreneurs », je nie complètement avoir entretenu de tels liens avec des entrepreneurs. Mes fonctions et mes responsabilités exigeaient que je sois accessible et à l'écoute non seulement des citoyens, mais de tous ceux qui faisaient affaires directement ou indirectement avec la Ville, mais cette accessibilité ne m'a pas lié à des entrepreneurs ou suscité une proximité particulière avec eux ou incité à les favoriser;
9. Je note que parmi les témoignages à ce sujet évoqués par Me Simon Tremblay, il y a celui d'Érick Roy, Enquêteur qui fait état du fait que les registres du Club 357C mentionneraient que j'apparais à six reprises comme invité de Paolo Catania. Les faits sont tout à fait différents :
  - a) Le 8 février 2007, j'ai eu une rencontre avec Monsieur Paolo Catania qui avait pris connaissance du Programme Triennal d'Immobilisations 2007-2009 de la Ville et voulait mieux comprendre les objectifs de la Ville. Je me souviens que nous avons parlé entre autres du Fonds de la Voirie et du Fonds de Gestion d'Eaux. Tous les renseignements du Programme Triennal étaient publics et rien de ce que nous avons discuté n'était confidentiel;
  - b) Le 27 août 2007, ma rencontre avec Monsieur Paolo Catania était motivée par les problèmes pour les riverains et le public découlant de

l'ampleur et de la durée des travaux d'aménagement du Boulevard Saint-Laurent dont les travaux étaient exécutés par l'entreprise de Monsieur Catania;

- c) Quant à l'apparition de mon nom et de celui de ma conjointe comme invités de Monsieur Catania le 30 août 2007 au Club 357C, je nie catégoriquement y avoir été présent pas plus que ma conjointe. Mon épouse n'a jamais mis les pieds au 357C. En fait, le 30 août 2007, j'assistais à une soirée de l'Écomusée du fier monde au 2050, rue Amherst à Montréal à l'occasion de laquelle je fus l'une des cinq personnes admises à l'Ordre du fier monde;
- d) Le 2 juin 2008, j'ai eu une rencontre au Club 357C avec Monsieur Harry Varjabedian qui venait d'être nommé Directeur général de l'entreprise de Monsieur Catania. Il voulait faire ma connaissance à titre de responsable des infrastructures et se familiariser avec les rouages de la Ville. Nous avons parlé entre autres du contrat de l'usine d'eau potable de Pierrefonds qui était en voie d'exécution par l'entreprise de Monsieur Catania;
- e) Même si mon nom apparaît pour le 14 août 2008 comme invité au Club 357C de Monsieur Paolo Catania, je n'ai aucun souvenir qu'une telle réunion ait eu lieu, et à mon avis, il n'y a jamais eu de telle rencontre;
- f) Le 3 février 2009, ma rencontre au Club 357C fut uniquement avec Monsieur Varjabedian. L'objet de notre rencontre était de permettre à Monsieur Varjabedian de mieux comprendre le nouveau Programme Triennal d'Immobilisations 2009-2011, et plus particulièrement, quant aux infrastructures routières et le Fonds de l'Eau. Aucun renseignement confidentiel ne fut communiqué lors de cette rencontre.

10. Tous les faits allégués dans le présent affidavit sont vrais.

**ET J'AI SIGNÉ,**

MONTREAL, le 4 août 2015

**Sammy Forcillo**

**DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT** devant  
moi à Montréal, ce 4<sup>ième</sup> jour d'août 2015

Commissaire à l'assermentation pour le  
Québec

